

Résumé

Dans sa Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole, le Conseil fédéral veut montrer en quoi l'ouverture des frontières a des retombées positives sur l'agriculture nationale en se fondant sur la situation de l'Autriche après son entrée dans l'Union européenne (UE). L'Union suisse des paysans (USP) profite de l'occasion pour examiner avec attention les conséquences qu'a eues l'adhésion de l'Autriche à l'UE sur son agriculture.

Au terme de son examen, l'USP est arrivée à la conclusion que, aujourd'hui, une comparaison entre l'agriculture autrichienne avant l'entrée du pays dans l'UE en 1995 et l'agriculture suisse est en grande partie appropriée. En effet, en matière de commerce extérieur, de système douanier, de taille et de géographie, les deux pays sont similaires. Toutefois, l'agriculture suisse ne connaît plus la rigidité du régime du marché qui a caractérisé la production autrichienne jusqu'en 1995. De plus, l'industrie agroalimentaire suisse est perçue comme étant bien portante, alors que la vétusté des structures en Autriche a été attestée.

Suite aux négociations d'adhésion, Bruxelles a refusé un temps d'adaptation à Vienne et a exigé l'ouverture immédiate de son commerce agricole. Pour amortir les diminutions de revenu qui en ont découlé, l'UE a autorisé et financé en partie les paiements compensatoires dégressifs pendant quatre ans à hauteur de 1,17 milliard d'euros. En raison de cette ouverture soudaine du commerce, les prix à la production se sont effondrés de 22 % en moyenne au cours de la première année, alimentant le changement structurel de manière durable. Depuis que le pays a rejoint l'UE, une exploitation agricole sur trois a dû mettre la clé sous la porte. Les paiements directs, la participation financière au programme agro-environnemental ÖPUL et l'élargissement de la définition des régions défavorisées dans le cadre de la Politique agricole commune a au moins permis de ralentir quelque peu la disparition de la paysannerie. Cependant, l'accroissement de ce soutien a également fait que les revenus agricoles en Autriche dépendent actuellement à 60 % des subventions.

Le commerce extérieur de l'Autriche a augmenté en raison des échanges de marchandises illimités dans le marché intérieur européen. Les raisons du miracle tant prôné de la réduction du déficit du commerce extérieur agricole résident cependant dans la croissance des ventes de la boisson énergisante Red Bull. Il n'a donc rien à voir avec l'adhésion à l'UE, et les agriculteurs n'en profitent pas. Les exportations de biens agricoles continuent de peser lourd dans la balance commerciale. Ces biens, tels que les boissons, les produits de boulangerie et le chocolat, ne permettent pas aux agriculteurs autrichiens de dégager d'importantes plus-values.

Les consommateurs autrichiens profitent à peine du recul des prix à la production d'environ un quart. En 1995, les prix moyens des denrées alimentaires ont baissé de 1,7 %, avant d'augmenter de 0,1 % en 1996. La chute vertigineuse des prix à la production, conjuguée à la stagnation des prix à la consommation et à une forte concentration dans le commerce des denrées alimentaires (les trois groupes REWE, Spar et Hofer représentent actuellement 85 % des ventes), permet de déduire que ce dernier a pu élever ses marges sur le dos des agriculteurs. De plus, les contribuables autrichiens financent l'augmentation de l'aide agricole dans son intégralité, qui provient à 60 % du portemonnaie de l'UE, étant donné que l'Autriche fait partie des contributeurs nets au budget de l'UE.

Si la Suisse devait rejoindre l'UE, il faudrait s'attendre à des évolutions similaires de manière générale. L'ouverture du marché ferait baisser les prix à la production et les recettes réalisées par les familles paysannes sur ce même marché, ce qui accélérerait le changement structurel. La hausse sur le long terme des aides de l'État permettrait d'agir contre la menace que représente l'exploitation intensive pour l'environnement, rendant ainsi l'agriculture encore plus dépendante de la politique. En raison de la concentration du commerce des denrées alimentaires, les ménages suisses ne pourraient guère profiter de la contraction des prix. Contribuables d'un pays donateur, ils devraient financer entièrement l'accroissement des subventions pour l'agriculture. Bref, impossible de comprendre ce qui a poussé le Conseil fédéral à se fonder sur l'agriculture autrichienne pour montrer les retombées positives de l'ouverture des frontières.